

Arrêté temporaire n°2023CJT112150A1

Enregistré sous le numéro 2023CJT112150 de la Métropole de Lyon

Enregistré sous le numéro 2023-173 de la Commune de Lissieu

Objet : Réglementation de la circulation et du stationnement portant sur :

- Le chemin de la Buchette section entre Le chemin de la Croix Rampeau et La route de Limonest
- L'Ancienne route de Paris entre La RD 16 et le chemin des Favières
- Le Giratoire RD 16/RD42
- Le chemin de Favières Pour des travaux de Pose, Dépose, Remplacement de Mobilier Urbain éclairage public

Le Président de la Métropole de Lyon
Le Maire de la Commune de Lissieu

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,

- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire,

- Les articles L.2213-1, L.2213-1-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-4, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole;

VU le Code de la Route;

VU le Code de la Voirie Routière;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière;

VU le Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation, modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 et le décret n° 2017-785 du 5 mai 2017;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération Lyonnaise approuvé en Comité Syndical du Syndicat mixte des Transports pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise le 8 décembre 2017;

VU l'accord technique favorable de la métropole de Lyon, LYvia n° 202212283;

VU la délibération N° 2020.14 du 23/05/2020 portant délégation de signature, pour les mesures de police du stationnement à M.me Charlotte GRANGE, Maire de Lissieu.

VU la note du 19 janvier 2023 du ministère chargé des transports, définissant le calendrier des jours « hors chantiers » retenus pour l'année 2023 et le mois de janvier 2024 ;

VU l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

VU l'avis de la Métropole pour ce qui concerne les dispositions en matière de stationnement;

VU l'avis de M. le Préfet représenté par de la Direction Départementale des Territoires (DDT)

VU la demande du 28-08-2023 de Sobeca représenté par Perache Guillaume.

Considérant qu'il y a lieu de freiner la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules.

Considérant que la partie de la voie concernée est située en agglomération.

ARRÊTENT

Article 1 - Chaussée réduite

Du 30-08-2023 au 30-08-2023,

- Le chemin de la Buchette section entre Le chemin de la Croix Rampeau et La route de Limonest
- L'Ancienne route de Paris entre La RD 16 et le chemin des Favières
- Le Giratoire RD 16/RD42
- Le chemin de Favières , les voies sont rétrécies au droit du chantier.

Article 2 - Vitesse

La vitesse des véhicules est limitée à 30km/h sur la portion de chaussée visée par l'arrêté.

Article 3 - Stationnement interdit

Du 30-08-2023 au 30-08-2023 le stationnement est interdit gênant, au fur et à mesure de l'avancement du chantier Ancienne route de Paris (Lissieu), Chemin de la Buchette (Lissieu), Route de Limonest (Lissieu), Chemin des Favières (Lissieu).

Article 4 - Signalisation

Les panneaux de signalisation de cette interdiction sont à mettre en place 72 heures minimum avant le début du chantier. Cette mise en place est constatée par un agent assermenté de la commune dans le même délai, et ce, à l'initiative du demandeur.

Article 5 - Horaires des travaux

Les travaux sont autorisés, en journée, à partir de 08h30 et jusqu'à 17h. La voie devra être propre et dégagée avant et après ces heures de travaux, afin de permettre une meilleure fluidité du trafic lors des pics de circulation

Article 6 - Délais des travaux

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais prévus à l'article premier, l'entreprise devra obligatoirement solliciter un nouvel arrêté.

Article 7 - Maintien des cheminements

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégés par des barrières sur le trottoir au droit du chantier. A défaut la circulation piétonne est renvoyée sur le trottoir opposé signalée. La circulation cyclable peut être renvoyée sur les voies de circulation de véhicules et signalée.

Article 8 - Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- ASVP Lissieu
- Directeur des Services Techniques de Lissieu
- Gendarmerie de Limonest
- la Direction départementale des territoires
- Le Conseiller Municipal délégué à la voirie
- le PC Bus KEOLIS
- Madame la responsable de la Subdivision de Voirie secteur Ouest
- Monsieur le préfet du rhone
- Philibert Transport
- SDMIS de Lissieu
- Sobeca

Article 9 - Recours

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Général(e) des services de la Commune de Lissieu, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire de la Commune de Lissieu peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

À Lyon, le 28/08/2023

Pour le Président,

Fabien Bagnon,
vice-président délégué à la
voirie et mobilités actives



À Lissieu, le 28/08/2023

Pour le Maire,

Charlotte GRANGE
Maire de Lissieu

